PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO Unité*Travail*Progrès

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2013 - 377 du 19 juillet 2013

portant attribution à la société nationale des pétroles du Congo d'un permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit "permis Pointe Indienne"

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 24-94 du 23 août 1994 portant code des hydrocarbures ;

Vu la loi n° 1-98 du 23 avril 1998 portant création de la société nationale des pétroles du Congo ;

Vu le décret n° 2008-15 du 11 février 2008 fixant la procédure d'attribution des titres miniers d'hydrocarbures liquides ou gazeux ;

Vu le décret n° 2010-595 du 21 août 2010 portant approbation des statuts de la société nationale des pétroles du Congo ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande d'attribution du permis d'exploitation dit" permis Pointe Indienne" présentée par la société nationale des pétroles du Congo en date du 17 mars 2011.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Il est attribué à la société nationale des pétroles du Congo un permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit "permis Pointe Indienne", dont la superficie est réputée égale à 10,76 km².

La superficie du "permis Pointe Indienne" est représentée et définie par la carte et les coordonnées jointes à l'annexe I du présent décret.

Article 2 : Le "permis Pointe Indienne" est attribué pour une durée de vingt ans à compter de la date d'approbation du contrat de partage de production dudit permis.

Article 3 : Pour la mise en valeur du "permis Pointe Indienne", la mission d'opérateur sera assurée par la société Africa Oil & Gas Corporation.

Toutefois, la société nationale des pétroles du Congo est autorisée à s'associer à d'autres sociétés.

Article 4 : Les associés de la société nationale des pétroles du Congo verseront à l'Etat congolais à la date d'approbation du contrat de partage de production du permis d'exploitation Pointe Indienne un bonus d'attribution.

Ce bonus constitue un coût non récupérable.

Article 5 : Le présent décret prend effet à compter de la date d'approbation du contrat de partage de production.

Article 6 : Le ministre des hydrocarbures est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo./-

2013 - 377 Fait à Brazzaville, le 19 juillet 2013

Par le Président de la République,

Le ministre des hydrogarbures,

André Raphaël LOEMBA.-

Denis SASSOU-N'GUESSO . -

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO .-